FORMATION CONTINUE

La VAE a déjà une histoire : a-t-

« **L'**apprentissage par l'expérience a existé de tout temps. Il est au centre de la « culture du métier », qui n'a pas aujourd'hui disparu. Tradition académique oblige, une des caractéristiques du système éducatif français fut la mise de côté des aspects formateurs de l'expérience au profit d'une primauté de la théorie sur la pratique, des savoirs théoriques sur les savoirs d'action, de la connaissance sur les compétences. Il faudra attendre les années 80 pour assister à une prise en compte explicite des « acquis expérientiels » dans les deux formats classiques de validation d'une part les diplômes délivrés par l'État, d'autre part les « classifications » issues de la négociation des partenaires sociaux. Au travers de la promulgation progressive depuis 1985 de textes législatifs et contractuels, la VAE est devenue progressivement une pratique sociale reconnue. La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, véritable point d'orgue de ce mouvement, en fait une voie de qualification et de formation à part entière. On reconnaît enfin officiellement que ce qui compte, ce ne sont pas les lieux, les circonstances et les méthodes d'apprentissage, mais les savoirs effectivement appris par des individus dont ils peuvent apporter la preuve de leur maîtrise. [...] La démarche ne se réduit pas à la seule fonction de certification.

Tant au niveau de la formation qu'à celui de la gestion des ressources humaines, elle ouvre en effet des perspectives nouvelles. On ajoutera qu'au niveau des personnes, en reconnaissant les acquis d'expérience tant de leur vie professionnelle que sociale et personnelle, la VAE les valorise, concourt à la gestion de leur itinéraire, et à la construction de leur identité».

C'est ainsi que Bernard Lietard, professeur honoraire au Cnam ouvrait le 24 janvier 2013 la matinée de réflexion co-organisée par l'Afref (Association française de réflexion et d'échange sur la formation) et l'université Pierre et Marie Curie sur la VAE.

De nombreuses manifestations, rencontres, colloques, ont marqué l'an dernier les 10 ans de la VAE. Cette nouvelle initiative présentait l'intérêt de ne pas réduire la VAE à un simple dispositif parmi d'autres de la formation continue, ni non plus à un simple mécanisme d'acquisition d'une certification professionnelle.

C'était l'occasion de revenir sur les véritables enjeux qui ont conduit à l'élaboration de cette loi, et de rappeler quelques événements qui ont déterminé les obstacles et les réticences que la VAE suscite encore aujourd'hui. C'était aussi l'occasion de réfléchir à l'usage de ce droit aujourd'hui et à son intérêt autant pour l'individu qui en use que pour

l'entreprise qui peut utilement inciter ses salariés à en user.

Le contexte de 1998

En mars 1998, Lionel Jospin Premier ministre nomme Nicole Péry secrétaire d'État à la Formation professionnelle, puis, en novembre de la même année, secrétaire d'État aux Droits des femmes et à la Formation professionnelle auprès de Martine Aubry ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

La nomination d'un ministre en charge de la Formation professionnelle suscite des attentes y compris chez les parlementaires qui pressent Nicole Péry de revoir la loi Delors de 1971. Nicole Péry souhaitait justement, -et elle l'a affirmé dans ce qu'on a appelé le « livre blanc » publié par son cabinet en mars 1999-, respecter la procédure qui avait été inaugurée par l'accord national interprofessionnel de 1970 et la loi de 1971. Elle souhaitait que les partenaires sociaux négocient tout d'abord un nouvel accord avant de légiférer. « Je souhaite que la conduite du processus de réforme s'inscrive pleinement dans la culture dynamique de la concertation et de la négociation collective qui caractérise ce domaine de la vie économique et sociale de notre pays ».

Mais les partenaires sociaux n'étaient pas disposés à ouvrir une négociation sur la formation professionnelle alors qu'ils étaient

En 1995, près d'un actif sur trois ne possédait aucun titre ni aucun diplôme sinon le certificat d'études primaires, courant ainsi le risque d'une grande précarité en cas de perte d'emploi.

La VAE se veut bien plus qu'un simple dispositif parmi d'autres de la formation continue, bien plus qu'un simple mécanisme d'acquisition d'une certification professionnelle...

elle un avenir ?

en discussion entre la loi Aubry 1 (13 juin 1998) et la loi Aubry 2 (19 janvier 2000) sur les 35 heures.

En outre, un grand nombre de lois était en attente d'être discutées au Parlement, et le cabinet du Premier ministre recommandait de procéder autant que possible par voie de décret.

On ne serait pas complet sur cette période si l'on ne citait pas les journées Formation Emploi du CNPF à Deauville en novembre 1998 sur la gestion des compétences. Après avoir organisé un grand inventaire mondial avec et pour ses partenaires, le CNPF avait à cette occasion posé sa doctrine nouvelle en matière de gestion des compétences et de reconnaissance des qualifications. Un article paru dans *Les Echos* le 12 octobre 1998 montre bien à quel point la question de la légitimité de l'État à délivrer des diplômes professionnels risquait d'être totalement remise en cause.

« [...] De l'État, le CNPF n'attend rien [...], si ce n'est « qu'il ne gêne pas la mise en œuvre » de la logique de compétences. Les différentes interventions, qui ont ponctué les journées de Deauville, ont bien montré qu'il voulait s'émanciper de la tutelle publique, le CNPF allant jusqu'à revendiquer, au nom des partenaires sociaux, « la maîtrise d'ouvrage d'une politique de qualification professionnelle », au niveau national et interprofessionnel. »

Quatre mois plus tard, le livre blanc de Nicole Péry s'achevait sur ces lignes :

« La question de l'adaptation des titres et diplômes aux besoins des entreprises, comme celle de l'actualisation des référentiels d'activité et de certification, ne seront pas résolues à travers des comportements de client à fournisseur, mais par un véritable partenariat. Notre système de construction et de rénovation des diplômes est plus performant et plus rapide que celui de nos voisins allemands pourtant souvent montrés en exemple mais nous avons sans doute des progrès à faire pour améliorer encore l'efficacité des structures tripartites de conception et d'actualisation des titres et diplômes.

Il reste également du chemin à faire ensemble entre tous les partenaires, ministères, représentants des employeurs, représentants des salariés pour articuler les différentes certifications de manière à les rendre complémentaires et compatibles, chacune gardant sa spécificité. Le chantier de la gestion des compétences est ouvert. Il reste un autre chantier à entreprendre : celui des conditions d'acquisition et de reconnaissance de la qualification professionnelle en l'an 2000 et au-delà. »

Pourquoi la VAE ?

Le diagnostic général contenu dans ce livre blanc faisait apparaître que près d'un actif sur trois ne possédait en 1995 aucun titre

note d'information 11.30

La validation des acquis de l'expérience (VAE) dans les établissements d'enseignement supérieur en 2010

Dares Analyses

Publication de la direction de l'orientation, des études et des statistiques

LA VAE EN 2010 DANS LES MINISTÈRES CERTIFICATEURS

Environ 30 000 titres et diplômes délivrés

En 2010, environ 53 000 candidats se sont présentés devant un jury en vue de l'obtention, par la voie de la VAE, de tout ou partie d'un titre ou diplôme délivré par un certificateur public.

Environ 30 000 candidats ont obtenu une certification valide, soit 7 % de moins qu'en 2009, mais 3 % de plus qu'en 2008 et 2007. Cette mise en place de dispositifs en 2007, cette voie a été utilisée à plus de 200 000 fois.

Près de 800 titres ou diplômes ont été présentés aux candidats à la VAE dans un établissement d'enseignement supérieur. Toutefois, la liste de ceux de la moitié d'entre eux se concentre sur une dizaine de certifications. La moitié des candidats cherchant à valider un titre ou diplôme de master (ICM-BE), dont 63 % des candidats se présentent à une certification de niveau inférieur ou égal au baccalauréat.

Par ailleurs, les candidats à la VAE pour les certifications des principaux ministères, les deux quarts sont des hommes et 17 candidats sur 10 sont en emploi.

Bref du Céreq

302 novembre 2012

Pour un accompagnement global des parcours de VAE

MAE Evaluation
accompagnement
conseil pédagogique et de moyens

Trigonom est un organisme spécialisé, par lequel les candidats à la VAE peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé. Cet accompagnement est assuré par un conseiller pédagogique, un conseiller technique et un conseiller juridique. Ces trois professionnels travaillent ensemble pour accompagner le candidat à la VAE tout au long de son parcours. Ils lui fournissent des conseils, des outils et des ressources nécessaires à la réussite de sa démarche. Ils l'aident également à préparer son dossier de candidature et à participer à la session de validation. Enfin, ils l'accompagnent dans la phase de suivi de son parcours, en lui fournissant des conseils et des ressources nécessaires à la réussite de sa démarche.

ni aucun diplôme sinon le certificat d'études primaires.

Ces 30 % d'actifs auxquels il convient d'ajouter probablement ceux qui étaient titulaires du seul BEPC (devenu brevet des collèges) couraient donc le risque d'une grande précarité en cas de

expériences professionnelles ou les acquis personnels peuvent être validés, dans des conditions définies par décret, en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur. Cette validation « 1985 » appelée ainsi du fait de la date de son décret d'ap-

plication, est non seulement encore en vigueur mais elle a été étendue à tous les niveaux d'enseignement par la loi de 2002. Elle est encore largement utilisée dans l'ensei-

gnement supérieur et parfois combinée avec une « VAE 2002 »

La loi du 20 juillet 1992 relative à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes, appelée communément « VAP 92 » permettait à l'individu de « demander la validation d'acquis professionnels qui pourront être pris en compte pour justifier d'une partie des connaissances et aptitudes exigées pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique ».

Le livre blanc de Nicole Péry observait en mars 1999 que : « la validation des acquis professionnels ne concerne pour l'instant que les diplômes délivrés par les ministères en charge de l'Éducation nationale et de l'Agriculture. D'autres ministères se lancent dans la validation des acquis, comme la Jeunesse et les Sports (décret du 22 février 1999). Mais dans l'état actuel de la réglementation, cela suppose de modifier le texte d'un décret chaque fois qu'un ministère veut introduire la « VAP » dans son système de diplômes. C'est une procédure pas à pas ».

Pourquoi une nouvelle VAE ?

L'Éducation nationale se serait volontiers contentée de modifier ses deux décrets de 1992. Elle aurait admis que le ministère de l'Agriculture et celui de la Jeunesse et des Sports fassent de même. Elle n'était pas fondamentalement opposée à ce que sa procédure de validation puisse

L'enjeu était à la fois social et économique.

Était-il juste de ne reconnaître aucune qualification à des hommes et des femmes qui avaient de longues années d'activité professionnelle derrière eux ?

L'économie de la France pouvait-elle faire l'impasse sur ce gisement de qualifications professionnelles non reconnues, non certifiées ?

aboutir à la délivrance totale du diplôme : après tout c'était les parlementaires qui s'y étaient opposés en 1992. Mais l'idée que la VAE puissent concerner d'autres diplômes ou titres que ceux dont elle revendiquait le monopole de la délivrance lui était insupportable. On verra plus loin que l'Éducation nationale ne s'est pas battue contre l'extension de la VAE dont elle partageait l'objectif social. Mais elle craignait qu'une ouverture de la VAE à d'autres diplômes délivrés par d'autres ministères, instances publiques, parapubliques ou privées ne banalise ou ne dévalorise la marque Éducation nationale des diplômes de l'enseignement technologique. Plusieurs raisons militaient donc en faveur d'une nouvelle VAE : En premier lieu bien entendu le fait qu'un tiers des actifs n'avait aucune qualification négociable sur le marché du travail.

En second lieu la volonté d'ouvrir cette voie d'accès aux autres diplômes et titres que ceux de l'enseignement technologique au sens strict du terme.

En troisième lieu, la nécessité de prendre en compte les compétences acquises en dehors de l'expérience strictement professionnelle. (La loi de 1984 reconnaissait « les études les expériences professionnelles et les acquis personnels » ; la loi de 1992 était en quelque sorte revenue en arrière).

Enfin la volonté d'ouvrir la possibilité d'obtenir la totalité du diplôme par la validation des acquis de l'expérience.

Mais pourquoi inventer un nouveau droit si l'on ne peut pas repérer les diplômes ou les titres, les comparer et pouvoir choisir ?

Le paysage du système français de certification en 1998

Tout le système français de certification professionnelle reposait sur l'article huit de la loi 71 577 du 16 juillet 1971 qui stipulait notamment :

« [Les titres ou diplômes d'enseignement technologique] sont inscrits sur une liste d'homologation ; cette inscription est de droit s'ils sont délivrés par le ministère de l'Éducation nationale »

La VAE a déjà une histoire : a-t-elle un avenir ?

perte d'emploi. Et même à d'autres niveaux, le fait de n'avoir en poche qu'un titre d' « ingénieur maison » ne garantissait absolument pas de retrouver un emploi de ce niveau en dehors de l'entreprise qui vous l'avait accordé.

Pour autant, peut-on dire que tous ces actifs qui avaient de longues années d'activité professionnelle derrière eux étaient sans qualification ? L'enjeu était dès lors à la fois social et économique : Était-il juste de ne reconnaître aucune qualification à ces hommes et ces femmes d'expérience ? L'économie de la France pouvait-elle faire l'impasse sur ce gisement de qualifications professionnelles non reconnues, non certifiées ?

Les « VAE d'avant »

La reconnaissance des qualifications acquises par l'expérience ne date pas de 2002.

La loi du 10 juillet 1934, qui définit encore aujourd'hui les règles d'accès au titre d'ingénieur, stipulait : « Art. 8. Les techniciens autodidactes, les auditeurs libres des diverses écoles, les élèves par correspondance, justifiant de cinq ans de pratique industrielle comme techniciens, pourront, après avoir subi avec succès un examen, obtenir un diplôme d'ingénieur. » Le titre d'ingénieur DPE (diplômé par l'État) est encore en vigueur aujourd'hui.

La loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur reconnaît quant à elle que « les études, les

Pouvoirs publics						Initiatives privées	Partenaires sociaux
Éducation nationale	Emploi et solidarité			Agriculture	Autres ministères ⁴	Organismes de formation, grandes écoles, associations, etc.	Commissions paritaires nationales pour l'emploi (par branche professionnelle)
•	emploi	santé	Affaires sociales	•	•	•	•
CPC	CPC	•	•	CPC	•	•	•
•	commission technique d'homologation						•
687 diplômes professionnels de niveau V à I	Titres 320	Titres 18	Titres 11	Titres 450 environ	Titres 210 environ	706 titres niveaux V à I 73% niv. III et +	300 CQP environ (2)
556 422/an (1)	41 000/an	36 000/an	12 000/an	55 000/an	29 000/an	36 300/an	6 500/an (3)

(1) Ne sont pas comptabilisés dans ce chiffre les DESS (1200), les Miage, les MSG, les MST, ni, au niveau secondaire, les DMA A, BMA, BT, les baccalauréats technologiques
(2) Nombre estimé pour 1997 (215 en 1996)
(3) idem (3231 en 1996)
(4) Dont : Défense : 190 titres / 9000 diplômés ; Jeunesse et Sport : 5 titres / 10000 diplômés ; Artisanat-Ch.métiers : 6 titres / 3000 diplômés

(Tableau extrait de « La formation professionnelle, diagnostic, défis et enjeux » mars 1999)

On peut voir ainsi dans le tableau ci-dessus que :

- L'Éducation nationale est à l'évidence le premier ministère par le nombre des diplômes professionnels délivrés par an, cette supériorité tenant essentiellement au monopole de fait qu'elle possède en formation initiale.

- L'Éducation nationale, l'Emploi, l'Agriculture conçoivent leurs diplômes au sein de commissions professionnelles consultatives comprenant des professionnels. Mais les titres du ministère de l'Emploi et les diplômes de l'Agriculture doivent être examinés par la commission technique d'homologation (CTH) avant de pouvoir être publiés. La commission d'homologation examine aussi les titres que lui soumettent les organismes privés. Enfin le paysage des certifications se complète par des certificats de qualification professionnelle créés de manière paritaire par les partenaires sociaux.

Au total on peut observer une inégalité de traitement entre les diplômes de l'Éducation nationale qui bien qu'homologués de droit ne figurent pas dans la liste d'homologation et les autres titres ou diplômes soumis au contrôle de la commission.

Comment dès lors un candidat à la VAE pouvait-il choisir le diplôme ou le titre lui permettant de valider son expérience ?

Les représentants de la branche de l'aide à domicile avaient interpellé le cabinet de la secrétaire d'État sur l'intérêt qu'ils portaient au projet de loi sur la VAE mais aussi sur leur difficulté à choisir le « bon » diplôme accessible aux personnels peu ou pas qualifiés de leur secteur. Ils avaient repéré la mention complémentaire au BEP Carrières sanitaires et sociales de l'Éducation nationale, le Cafad du ministère des Affaires sociales, et l'assistant de vie aux familles que le ministère du Travail – à ce moment-là regroupé avec les affaires sociales – venait de créer à l'AFPA. Ils faisaient observer que les ministères devaient dialoguer entre eux avant de créer des certifications conduisant sensiblement aux mêmes métiers.

Quels moyens de les comparer ? Comment, en fonction de son expérience et de son projet, choisir tel diplôme plutôt que tel autre ?

La CTH reste en outre dans une logique de certification sanctionnant des parcours de formation. La liste d'homologation on l'a vu ne contient aucun diplôme de l'Éducation nationale ni aucun

titre d'ingénieur. Il n'existe donc jusqu'en 2002 aucun moyen de recenser et de comparer l'ensemble des diplômes ou titres professionnels.

La VAE a déjà une histoire : a-t-elle un avenir ?

La nécessité d'un répertoire national

Pour ouvrir la validation des acquis de l'expérience à tous les titres et tous les diplômes professionnels il fallait donner aux candidats à la validation le moyen de se repérer dans l'ensemble des certifications professionnelles accessibles. La nécessité d'un répertoire national des certifications professionnelles (le RNCP) est donc apparue comme une des conditions à l'ouverture de la VAE. Mais figurer dans un répertoire suppose de répondre à un certain nombre de conditions. D'autre part, pour que ce répertoire soit interministériel et interinstitutionnel il convenait d'inventer aussi la structure chargée de le gérer. La création de ce répertoire et de la commission nationale de la certification professionnelle ont réveillé les craintes de l'Éducation nationale refusant la comparaison de ses diplômes avec les autres diplômes et titres « créés par des officines », et n'acceptant pas que la CNCP en gestation puisse avoir un rôle de « haute autorité » supra ministérielle. A l'inverse, elle a suscité la crainte chez des organismes parapublics ou privés, les chambres de commerce par exemple, que leurs diplômes ne soient considérés comme faisant doublon avec tel ou tel « diplôme d'État » et ne soient de ce fait exclus du futur répertoire. **On voit bien que les enjeux allaient bien au-delà de l'aménagement ou la modernisation d'une voie d'accès aux diplômes. C'est tout le système français de certification professionnelle qui se**

transformait et changeait pour-rait-on dire de logique.

On passe en 2002 d'une logique de règlement d'examen à une logique d'évaluation des compétences.

Les apports nouveaux de la loi de 2002

Appuyée sur ce nouvel outil que constituait le RNCP et sur la commission nationale des certifications professionnelles chargée de

son élaboration et de son organisation, la VAE introduisait cinq nouveautés essentielles :

- Elle n'est plus un simple règlement d'examen mais un droit inscrit dans le code du travail.

- Toutes les certifications inscrites au répertoire national sont accessibles par la VAE.

- Les compétences acquises dans l'expérience extra professionnelle peuvent être prises en compte.

- La durée minimale d'expérience exigée est ramenée de cinq à trois ans.

- Le jury peut délivrer la totalité du diplôme.

La VAE aujourd'hui

En 2011, près d'un actif sur quatre est au mieux titulaire du brevet des collèges. Le risque de précarité en cas de chômage qui concernait un tiers des actifs en 1995 est encore bien présent aujourd'hui, le risque de chômage s'étant aggravé du fait de la crise économique. **Pour l'individu, la VAE est plus que jamais un moyen de sécuriser son parcours professionnel**, pour utiliser les termes qui ont cours aujourd'hui. L'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 l'affirme : *« La validation des acquis de l'expérience est une des modalités d'obtention d'une certification professionnelle (...). Elle constitue à ce titre un des outils de la sécurisation des parcours professionnels ».*

Selon l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 : « La validation des acquis de l'expérience est une des modalités d'obtention d'une certification professionnelle (...). Elle constitue à ce titre un des outils de la sécurisation des parcours professionnels ».

À qui profite la VAE aujourd'hui ?

La brochure *Dares analyses* n°091 du mois de décembre 2012 intitulée « **La VAE en 2011 dans les ministères certificateurs** » nous fournit les indicateurs suivants :

« Depuis la mise en place du dispositif en 2002, le nombre total de personnes ainsi certifiées par la voie de la VAE s'élève à près de 230 000. »

« En 2011, environ 65 000 dossiers de candidatures à un titre professionnel délivré par un certificateur public ont été jugés recevables à la validation des acquis de l'expérience (VAE). 51 700 candidats se sont présentés devant un jury en vue de l'obtention de tout ou partie d'un titre ou d'un diplôme et, parmi eux, environ 30 000 candidats ont obtenu une validation totale. »

Pour une démarche individuelle réputée lourde et difficile ce sont des résultats quantitatifs plutôt encourageants. Il conviendrait d'y adjoindre les VAE pratiquées par les autres organismes « validateurs » non ministériels ayant un titre inscrit au RNCP. Mais il ne semble pas qu'il y ait d'étude produite sur ce sujet.

La formation professionnelle continue profiterait dit-on d'abord aux nantis, ceux qui sont déjà formés. La VAE ne peut pas être accusée du même défaut : 54,8% des diplômes présentés sont des diplômes de niveau V, 17,6 % de niveau IV, 26,2 % de niveau III, 1,3 % de niveau II et enfin 0,1 % des diplômes de niveau I. Quant aux diplômes les plus délivrés en 2011, ils concernent, pour la plupart d'entre eux, le secteur de l'aide à la personne à l'exception du bac pro secrétariat.

La VAE aurait-elle donc répondu à son objectif de donner à ceux qui sont le plus éloignés de la qualification un premier viatique pour le marché du travail ? Les données rassemblées ci-dessus semblent le démontrer.

La VAE est-elle vouée à rester une démarche individuelle ?

Dans sa version de 2003 l'ac-

cord national interprofessionnel présentait la validation des acquis de l'expérience comme une démarche individuelle. En 2009, dans l'accord général du 5 octobre, les partenaires sociaux introduisent la notion de VAE collective

Art. 128 : « Les démarches collectives engagées par les entreprises et les initiatives individuelles des salariés et demandeurs d'emploi doivent être encouragées ».

Art.129 : « Les parties signataires du présent accord considèrent qu'il est essentiel que les branches professionnelles mettent en œuvre des démarches collectives de développement de la VAE. Ces démarches doivent être de nature à favoriser l'accès des salariés à une certification professionnelle, en particulier ceux ayant été confrontés à un déficit de formation initiale. Outre les actions d'information et de sensibilisation, seront recherchés, à cet effet, les dispositifs et méthodologies adaptés, notamment d'accompagnement, de positionnement et d'évaluation des acquis au regard des référentiels concernés, de mise en œuvre de parcours individualisés et modulaires facilitant l'accès aux certifications visées ».

« VAE : de l'intérêt de jouer collectif »

Ce titre est celui d'un article de Laurent Gérard dans la revue *Entreprise et Carrières* numéro 1129. On ne peut que recommander la lecture de cet article aux responsables des ressources humaines, aux directeurs de la formation, voire dans de plus petites entreprises aux chefs d'entreprise eux-mêmes. Il sera peut-être de nature à lever les préventions qu'ils ont encore vis-à-vis de la validation des acquis de l'expérience de leurs salariés. Comme toute action de formation continue diplômante ou qualifiante, la mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience fait craindre aux employeurs de « former pour les autres ». Une fois que mon salarié aura acquis une compétence reconnue ne va-t-il pas être tenté

de la faire valoir auprès d'un de mes concurrents ? Une fois obtenue une qualification certifiée, ne va-t-il pas demander un changement d'indice, une augmentation de salaire ? Ces craintes ne sont pas nouvelles et l'on peut comprendre qu'un chef d'entreprise hésite à se lancer dans une opération de VAE collective concernant toute une catégorie de personnel. Le risque n'est pas nul encore que rien dans les accords interprofessionnels ou dans la loi n'en fasse une obligation. **Professionnaliser son personnel c'est peut-être prendre un risque, mais celui-ci est-il plus grave que celui de perdre une compétence collective ?**

L'article d'*Entreprise et Carrières* fait référence aux travaux de la consultante Isabelle Cartier sur les politiques de VAE collective de huit grands comptes. Les propos qui lui sont attribués devraient être de nature à rassurer la plupart des directions : « Aux dires des managers des diplômés par la VAE, les employeurs ayant mis en place une démarche collective constatent unanimement qu'il y a un avant et un après VAE, à savoir une remobilisation indéniable du salarié à son poste de travail. Conscient et rassuré sur sa compétence, le « jeune » diplômé prend plus d'initiatives et est davantage force de propositions ; il est plus apte à se projeter dans l'avenir, accepte mieux le changement et s'adapte plus facilement... Le salarié est d'autant plus compétent que son sentiment d'efficacité personnelle est renforcé. L'impact sur sa productivité, ou plus largement sur sa performance, semble indéniable. ».

La VAE est un droit au service de la promotion individuelle. Elle peut être aussi un incomparable outil de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences au service d'une stratégie de professionnalisation collective.

Michel BLACHERE
conseiller Afdet
ancien membre du Cabinet
de Nicole Péry.

La Commission nationale de la certification professionnelle (Cncp)

La CNCP a été mise en place dans le cadre de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, parallèlement à la VAE.

Elle est chargée en particulier d'établir et d'actualiser le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Elle est composée de représentants de l'État, des partenaires sociaux, des conseils régionaux et de personnalités qualifiées.

Le RNCP recense à la fois des diplômes d'État, certains certificats de qualification professionnelle (CQP) et des certifications d'organismes privés. Depuis 2007, toutes les certifications inscrites au RNCP doivent pouvoir être accessibles par la VAE. Inversement, certaines certifications sont accessibles par la voie de la VAE sans pour autant figurer au RNCP. C'est le cas notamment de certains CQP. L'accès à ces certifications par VAE ne donne alors pas droit aux dispositifs tels que le congé VAE.

Source : Dares Analyses • Juin 2012 - N° 37